



Coronavirus: faut-il un plan de relance économique?

06.03.2020

D'un coup d'oeil

Le coronavirus maintient le monde en suspens. Le nombre de cas est également en augmentation en Suisse. La semaine dernière, le gouvernement suisse a interdit les événements majeurs. L'impact sur l'économie de l'épidémie est de plus en plus évident, tant au niveau national qu'international.

Des comparaisons avec d'autres situations de crise sont rapidement établies afin de tirer des conclusions sur la situation actuelle. Par exemple, après la crise des marchés financiers, les banques centrales sont intervenues en réduisant les taux d'intérêt et en injectant des liquidités, ce qui a permis d'atténuer le ralentissement économique. À l'époque, des plans de relance économique ont également été mis en place dans de nombreux pays afin de stabiliser la demande.

En ce qui concerne la politique monétaire, il est malheureusement à craindre que les grandes banques centrales adoptent bientôt une politique encore plus expansive qu'actuellement. Toutefois, cela ne profitera guère à l'économie réelle, car les taux d'intérêt sont déjà très bas et les investissements sont réalisés principalement lorsque les perspectives sont bonnes. Tant que le virus sera source d'incertitude, les entreprises s'abstiendront d'investir. La baisse des taux d'intérêt ou l'augmentation des rachats d'obligations n'y changeront rien.

Distribuer de l'argent aux citoyens ou lancer des programmes de relance économique n'aurait malheureusement que peu d'effet

En ce qui concerne les plans de relance économique, une proposition en apparence intéressante est que les banques centrales stimulent la demande en donnant de l'argent au public afin de stabiliser l'économie. Cette technique «de l'arrosoir» pourrait peut-être avoir un petit effet aux États-Unis. Le taux d'épargne y est faible, la propension à consommer élevée et le taux d'importation faible. En d'autres termes, un cadeau pourrait peut-être stimuler quelque peu la consommation nationale. La situation est différente en Suisse, où le taux d'épargne est très élevé. L'argent supplémentaire serait principalement mis de côté. Vous pouvez mener un cheval à l'abreuvoir, mais c'est à lui de s'abreuver. Et les Suisses n'aiment pas cela. Et lorsque les gens achètent, ce sont souvent des produits importés qui ne génèrent pratiquement aucune valeur ajoutée en Suisse. La proposition ne fonctionnerait donc pas en Suisse. Pire encore, elle porterait un grand préjudice à une politique monétaire crédible et axée sur la stabilité.

Une deuxième suggestion est que le gouvernement mette en place un plan de relance économique et augmente la valeur ajoutée dans le pays grâce à des dépenses plus importantes. Au lendemain de la crise financière, par exemple, l'Allemagne a financé des programmes de mise à la casse pour soutenir l'industrie automobile. La Chine a aussi développé ses infrastructures

dans des situations de crise. En Suisse aussi, nous avons l'expérience de tels programmes de relance économique. Le problème est qu'ils arrivent généralement trop tard et sont donc souvent inutiles, ou bien ils agissent au mauvais endroit. Si les entreprises exportatrices connaissent des difficultés, il ne sert à rien, par exemple, de construire plus d'infrastructures. En raison des recours et de la longueur des processus, la construction d'infrastructures est aussi principalement réalisée lorsque l'économie s'est redressée depuis longtemps. Cette mesure ne semble donc pas adaptée à la situation actuelle.

Une troisième proposition émane des syndicats et combine les deux premières de manière presque créative. Ils proposent de mettre en place un plan de relance économique financé par la Banque nationale. Mais il ne verserait pas de l'argent directement à la population, il mettrait en œuvre des mesures de protection du climat. Cette mesure peut sembler intéressante néanmoins elle implique que la Banque nationale devrait liquider une partie de ses avoirs en devises étrangères. Si elle vend des placements en devises, les convertit en francs suisses et les utilise pour financer des mesures de protection du climat, le franc suisse s'appréciera. Au lieu de stimuler l'économie, les mesures nuiraient donc au secteur des exportations déjà fortement malmené et très important pour l'économie suisse. Cela ne saurait être dans l'intérêt des syndicats et certainement pas dans celui de la Suisse et des travailleurs.

Nous avons déjà le bon instrument, l'indemnité pour chômage partiel

Si les programmes de relance économique ne sont pas efficaces, est-ce à dire que nous devrions rester les bras croisés et simplement attendre que la crise passe? Oui, parce qu'en Suisse, nous disposons d'un instrument ciblé, éprouvé et efficace qui s'enclenche au bon moment: le chômage partiel et les indemnités de réduction de l'horaire de travail (RHT). Les entreprises qui en raison d'une baisse des ventes liée au coronavirus emploient trop de personnel peuvent demander cette compensation. Ainsi, une entreprise, qu'il s'agisse d'une entreprise industrielle, d'un organisateur d'événements ou d'un hôtel, peut réduire ses coûts de manière significative et éviter de devoir licencier voire de mettre la clé sous la porte. L'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail est efficace précisément lorsque les entreprises ont des problèmes et seulement aussi longtemps qu'elles en ont. En outre, il n'y a guère d'effets d'aubaine ou d'autres problèmes de réglementation. Et surtout, dans la situation actuelle, l'indemnité de courte durée est l'instrument le plus approprié, car on peut supposer que la crise prendra fin au bout de quelques mois.

Ainsi, au lieu d'appeler le gouvernement à mettre en place un plan de relance économique, nous devrions plutôt améliorer les conditions-cadre pour toutes les entreprises. C'est la meilleure façon pour les entreprises de relever les défis posés par l'épidémie du coronavirus. Tout comme l'industrie a surmonté le choc du franc suisse de 2015 et la crise financière de 2009, elle va également maîtriser la crise actuelle. Il n'est pas nécessaire de mettre en place des plans de relance économique qui pourraient se révéler contre-productifs.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction